

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

GENEBANQUE

Société par Actions Simplifiée au capital de 94.219.227,50 Euros
Siège social : 17 cours Valmy - 92800 Puteaux
327 479 069 R.C.S. Nanterre.
(la « Société »)

A. — Documents sociaux au 31/12/2024.

I. — Bilan et hors bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux		
Effets publics et valeurs assimilées (note 2)		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (note 3)	1 994 593	1 937 573
A vue	241 754	241 332
A terme	1 752 838	1 696 241
Opérations avec la clientèle (note 4)		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 2)		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme (note 5)		
Parts dans les entreprises liées (note 5)	3 703	3 673
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles (note 6)		
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 7)	37	41
Comptes de régularisation (note 7)	198	211
Total	1 998 531	1 941 499

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés (note 8)	1 877 174	1 822 053
A vue	230 514	240 084
A terme	1 646 660	1 581 969
Opérations avec la clientèle		
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes		
A vue		
A terme		
Dettes représentées par un titre (note 9)	10 000	10 000
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables	10 000	10 000
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 10)	1 244	993
Comptes de régularisation (note 10)		
Provisions (note 11)		
Dettes subordonnées (note 12)		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres hors FRBG (note 13)	110 112	108 453
Capital	94 219	94 219
Primes d'émission		
Réserves	13 261	13 210
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées		
Subventions		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	2 632	1 024
Total	1 998 531	1 941 499
Résultat de l'exercice en centimes :	2 632 151,41	
Total du bilan en centimes :	1 998 530 749,93	

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors-Bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	76 728	127 083
Engagements de financement (note 21)	57 398	107 753
Engagements en faveur d'établissement de crédit	27 225	29 700
Engagements en faveur de la clientèle	30 173	78 053
Engagements de garantie (note 21)	19 330	19 330
Engagements en faveur d'établissement de crédit	19 330	19 330
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		
Autres engagements	31/12/2024	31/12/2023
Opérations en devises		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir		
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Autres engagements		
Engagements donnés		
Engagements reçus		
Engagements douteux		

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 14)	104 705	49 025
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	104 705	48 652
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		373
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe		
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 14)	-102 745	-47 397
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-102 355	-47 118
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	-390	-279
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+ Produits sur opération de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable (note 14)	440	520
+ Commissions (produits) (note 15)	146	266
- Commissions (charges)		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation (note 16)	11	-2
- Opérations sur titres de transaction		
- Opérations de change	11	-2
- Opérations sur instruments financiers		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés		
- Plus ou moins value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-2	-2
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-2	-2
Produit net bancaire	2 556	2 410
- Charges générales d'exploitation (note 17)	-628	-713
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-628	-713
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation	1 927	1 697
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation	1 927	1 697
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 18)	1 321	-356
- Immobilisations financières	1 321	-356
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	3 248	1 341
+ / - Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices (note 19)	-616	-317
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net de l'exercice	2 632	1 024

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

III. — Annexe.

Note 1. – Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société GENEBAQUE SAS sont établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

continuité de l'exploitation,

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. — Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement d'estimation. — Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et assimilés et créances sur la clientèle.

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit : créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Une opération est classée dans la catégorie "au jour le jour" lorsque sa durée initiale est au plus égale à un jour ouvrable. Au-delà d'une durée initiale supérieure à un jour ouvrable, l'opération est classée dans la catégorie "à terme".

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles.

Créances douteuses. — Par application du règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement, s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, notwithstanding l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Aucune créance douteuse n'a été constatée dans les comptes de SG GENEBAQUE au 31 décembre 2024.

Portefeuille titres. — Le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire modifié par le règlement 2005-01 qui a été modifié par le règlement 2008-07 et le 2008-17 du Comité de la Réglementation Comptable et l'instruction 90-03 de la Commission Bancaire définissent les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres.

Les titres sont classés en fonction de :

- Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Entre la date de négociation des titres et leur transfert de propriété, l'engagement d'achat ou de vente est enregistré dans un compte de hors bilan "Titres à recevoir / à livrer".

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

Titres de participations, autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées

Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres ou la rentabilité.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à constitution d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique "Revenus des titres à revenus variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens en utilisant le mode d'amortissement suivant :

Nature immobilisation	Mode	Durée d'utilisation
Logiciel	Linéaire	3 ans

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

Dettes envers les établissements de crédit et assimilés et dettes envers la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon le support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés au bilan parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées ».

Impôts différés. — La société utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux. Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales.

Les variations de l'exercice sont inscrites en compte de résultat dans le poste « impôt sur les bénéfices » et les stocks sont enregistrés au bilan dans le poste « compte de régularisation ».

En lien avec les investissements dans des GIE, La société SA a comptabilisé des impôts différés qui correspondent à des économies d'impôt engendrées précédemment par les quotes-parts de résultats déficitaires de ces GIE. Ces impôts différés sont réévalués à chaque clôture sur la base de la méthode du report variable, en tenant compte notamment de l'évolution du taux d'impôt applicable au moment de retournement des différences temporaires sur les années futures.

Provisions. — Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Operations en devises. — Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Les opérations comptabilisées par la société sont essentiellement en euros.

Gains et pertes sur actifs immobilisés. — Ce poste regroupe les plus ou moins-values de cession et les dotations nettes aux dépréciations des titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement et immobilisations d'exploitation.

Frais de personnel - Avantages du personnel. — SAS GENEBAIQUE n'emploie pas de salarié et n'a aucun engagement de retraite ni de charges sociales.

Charge fiscale. — La Société SAS GENEBAIQUE est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/1996.

Transactions entre les parties liées. — Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05, la société m SAS GENEBAIQUE ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

les transactions effectuées ont été conduites à des conditions normales de marché ;

les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

- Faits marquants de l'exercice :**
- En 2024 la ligne de crédit Lagardère SCA a été clôturée ;
 - En avril 2024, le TCN (titres de créances négociable) a été renouvelé pour une année jusqu'au 24 avril 2025 ;
 - En 2024 CARREFOUR BANQUE a remboursé sur la ligne de crédit un montant de 2 475 000 EUR ;
 - Après la dissolution de la GENEAL FRANCE le 23 décembre 2024, SAS GENEBAIQUE, l'associé unique, a bénéficié de l'intégralité du patrimoine de la société (TUP avec effet rétroactif 01/01/2024).
 - Boni de fusion (produit) : 936 396,76 Euro ;
 - Cash : 1 331 249,76 Euro ;
 - Créances : 5 147 Euro.

Evènements postérieurs à la clôture. — SAS GENEBAIQUE n'a pas conclu d'opérations significatives depuis la date de clôture du 31 décembre 2024.

Informations bilan et résultat.

Informations sur le bilan et le compte de résultat. — Titres De Transaction, De Placement, D'investissement Et De L'activité De Portefeuille

Note 2.

1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées						
Valeur brute						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Obligations et autres titres à revenus fixes						
Valeur brute *						
<i>Dont émis par des organismes publics</i>						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Actions et autres titres à revenu variable						
Valeur brute						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Total						

2. Informations complémentaires sur les titres :

(En milliers d'Euros)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	31/12/2024
Ventilation des titres à revenu fixe ou variable					
Titres cotés					
Titres non cotés					

Note 2 (suite)

Transfert de portefeuille

En application de l'avis du CNC 2008-19 publié en décembre 2008, la société a procédé aux transferts suivants :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable d'origine	Valeur comptable en date de transfert Portefeuille de destination				
		Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement	Total	Valeur comptable 31/12/2024	Juste valeur 31/12/2024
Portefeuille d'origine						
Portefeuille de transaction						
Obligation et autres instruments de dettes						

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit et assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes et prêts	1 994 593	1 937 573
A vue :	241 755	241 332
Comptes ordinaires	241 755	241 332
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	1 752 838	1 696 241
Prêts et comptes à terme	1 752 838	1 696 241
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Total brut	1 994 593	1 937 573
Dépréciations		
Total net	1 994 593	1 937 573
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	1 994 593	1 937 573

Note 4. – Operations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle		
Crédits de trésorerie		
Crédits à l'exportation		
Crédits à l'équipement		
Crédits à l'habitat		
Autres crédits à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Opérations d'affacturage		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Total brut		
Dépréciations		
Total net		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total		

Note 5. – Participations et autres titres détenus à long-terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2024
Titres de participation					
Valeur brute (*)					
(*) Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations (*)					
(*) Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan					
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute (*)					
(*) Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations (*)					
(*) Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan					
Total net					

2. Parts dans les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres (1)	31/12/2024
Etablissement de crédit	4 891	46	400		4 537
Côtés					
Non cotés	4 891	46	400		4 537
Autres					
Côtés					
Non cotés					
Dépréciations (2)	-1 218		384		-834
Total net	3 673	46	784		3 703

Note 5 (suite) Liste des transactions entre parties liées

3. Liste des transactions entre parties liées. — Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05.

La tableau ci-dessous présente la liste des transactions significatives effectuées par l'établissement avec des parties liées lorsque ces transactions n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché.

Nature de la partie liée (En milliers d'Euros)	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions réalisées avec la partie liée	Autres informations
---	--	---	---------------------

Note 6.

1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2024	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	17				17	-17	
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total	17				17	-17	

2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	-17				-17
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					
Total	-17				-17

3. Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 31/12/2024
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Total					

Note 7. – Autres actifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs :		
Sous-total	37	41
Compte courant SG impôt groupe		
Débiteurs divers	37	41
Comptes de régularisation :		
Sous-total	198	211
Charges comptabilisées d'avance	123	129
Frais généraux	123	129
Produits à recevoir	64	72
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	48	24
Opérations avec la clientèle	16	48
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Opérations de location simple		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Autres actifs		
Comptes de régularisation		
Impôts différés (*)	11	10
Autres comptes de régularisation		
Total brut	235	252
Dépréciations		
Total net	235	252
(*) Les impôts différés sont détaillés dans la note 19		

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue :	230 514	240 084
Dépôts et comptes ordinaires	230 514	240 084
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	1 646 660	1 581 969
Emprunts et comptes à terme	1 646 660	1 581 969
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées		
Titres donnés en pension		
Total	1 877 174	1 822 053

Note 9. – Dettes représentées par un titre.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	10 000	10 000
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Sous-total	10 000	10 000
Dettes rattachées		
Total	10 000	10 000

Note 10. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations sur titres		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs	1 244	993
Compte courant SG impôt groupe	616	327
Versement restant à effectuer sur titres		
Créditeurs divers	628	666
Dettes rattachées sur les intérêts de prêts et emprunts		
Comptes de régularisation		
Charges à payer		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passif		
Comptes de régularisation		
Dettes subordonnées		
Impôts différés		
Produits constatés d'avance		
Autres produits constatés d'avance		
Autres comptes de régularisation		
Total	1 244	993

Note 11. – Provisions et dépréciations.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2024
Provisions						
Provisions						
Engagement hors-bilan avec les établissements de crédit						
Engagement hors-bilan avec la clientèle						
Provisions sectorielles et autres						
Provisions pour risques et charges						
Provisions réglementées						
Amortissements dérogatoires sur le crédit bail						
Amortissements dérogatoires sur la location simple						
Autres						

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2024
Dépréciations						
Dépréciations d'actifs						
Opérations avec les établissements de crédit						
Opérations avec la clientèle						
Opérations de crédit-bail et location simple						
Opérations sur autres actifs						
Dépréciation de titres						
Total des dotations :						
Total des reprises :						

Note 12. – Dettes subordonnées.

(En milliers d'Euros)	Devise	Taux d'intérêt	Montant de l'émission	Date d'échéance	31/12/2024	31/12/2023
Date d'émission						
Titres et emprunts subordonnés à une durée déterminée						
Titres et emprunts subordonnés à terme						
Dettes rattachées						
Total						

Note 13. – Evolution des capitaux propres hors FRBG
(En milliers d'EUR)

Affectation du résultat de l'exercice précédent		31/12/2024
Origine :		1 024
Report à nouveau antérieur		
Résultat de la période		1 024
Prélèvement sur les réserves		
Autres mouvements		
Affectation (1) :		1 024
Réserve légale		51
Autres réserves		
Dividendes		973
Autres répartitions		
Report à nouveau		
(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2023 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 27 mai 2024		

2. Capital social

Le capital social est composé de 6 178 310 actions de 15€ de nominal, entièrement libérées.

3. Ventilation des réserves

(En milliers d'Euros)	Montant
Réserve légale	7 694
Réserves statutaires	
Autres réserves	5 567
Total	13 261

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Montant
Résultat disponible	2 632
Report à nouveau antérieur	
Résultat de la période	2 632
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	2 632
Réserve légale	132
Autres réserves	
Dividendes	2 500
Autres répartitions	
Report à nouveau	

Note 13 (suite) Variation des capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Capital	94 219			94 219
Primes d'émission				
Réserves	13 210	51		13 261
Ecart de réévaluation				
Provisions réglementées				
Subventions				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	1 024	1 608		2 632
Distribution		973	973	
Total	108 453	2 632	973	110 112

Note 14.**1. Produits et charges d'intérêts :**

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2024	Net 2023
Sur opérations avec les établissements de crédit :	102 355	104 705	2 350	1 534
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	102 355	104 705	2 350	1 534
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur opérations avec la clientèle :				373
Créances commerciales				373
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	390		-390	-279
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés				
Total	102 745	104 705	1 960	1 628

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme		
Part dans les entreprises liées	440	520
Autres		
Total	440	520

Note 15. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2024	Net 2023
Opérations avec les établissements de crédit		57	57	58
Opérations avec la clientèle		89	89	208
Opérations sur titres				
Opérations de crédit bail et assimilées				
Opérations de location simple				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie				
Prestations de services et autres				
Total		146	146	266

Note 16. – Résultat net sur opérations financières.

(En milliers d'Euros)	Net 2024	Net fin 2023
Résultat net sur portefeuille de négociation :	11	-2
Résultat net des opérations sur titres de transaction		
Résultat net des opérations de change	11	-2
Résultat sur instruments financiers à terme		
Résultat net sur titres de placement :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotation aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Total	11	-2

Note 17.

1. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs	-628	-713
Impôts et taxes	-54	-104
Services extérieurs	-574	-609
Autres		
Total	-628	-713

2. Effectif moyen :

	France	Etranger	2024	2023
Cadres				
Non cadres				
Total				

3. Rémunération des dirigeants. — Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction.

Note 18. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Immobilisations corporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Immobilisations incorporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres LT	1 321	-356
Plus-values de cession	937	
Moins-values de cession		-915
Dotations aux dépréciations ou provisions		-160
Reprises de dépréciations ou provisions	384	719
Total	1 321	-356

(*) Plus-values de cession corresponde a Boni de fusion (TUP avec effet rétroactif 01/01/2024) : 937 K Euro (936 396,76 Euro)

Note 19.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Charge fiscale courante	616	327
Charge fiscale différée	-1	-10
Total	616	317

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation résultats (En milliers d'Euros)	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1. Taxé au taux normal	1 927	-860	275		275	1 652
2. Taxé au taux réduit ou non taxable						
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	1 927	-860	275		275	1 652
3. Taxé au taux normal						
4. Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (I + II)	1 927	-860	275		275	1 652
5. Taxé au taux normal	1 321		341		341	980
6. Taxé au taux réduit ou non taxable						
IV. +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)	1 321		341		341	980
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	3 248	-860	616		616	2 632
VI. Résultat exceptionnel						
Dotation nettes aux provisions règlementées						
Impôt courant			616		616	
Impôt différé			-1		-1	1
Crédit d'impôt comptabilisé						
Contributions						
Autres (à préciser)						
Résultat net	3 248	-860	616		616	2 632

(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance

3. Situation fiscale différée :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux	Actif 2024	Passif 2024	Stock au 31/12/2024	Stock au 31/12/2023
Détail des différences temporaires						
Allègement futur d'impôt						
ID sur le Provisions Organics 31/12/2024	-41	25,83%	-11			
Extourne ID sur le Provisions Organic 31/12/2023	39	25,83%	10			
Accroissement futur d'impôt						
Total			-1		-1	-10

Note 20. – Dotation nette de FRBG et provisions règlementées.

(En milliers d'Euros)	Dotations	Reprises	2024	2023
Provisions des fonds pour risques bancaires généraux				
Provisions règlementées				
Total				

Note 21. – Engagements financiers et autres informations

Operations Non Inscrites Au Bilan

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05. Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan.

1. Engagements hors-bilan comptabilisés :

1.1. Hors-bilan - Engagements reçus et donnés :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2024
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		57 398
En faveur d'établissements de crédit		27 225
En faveur de la clientèle		30 173
Engagements de garantie :		19 330
D'ordre d'établissements de crédit		19 330
D'ordre de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		

1.2. Hors-bilan - Engagements sur titres :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2024
Titres à livrer		
Titres à recevoir		

1.3. Hors-bilan - Engagements douteux :

1.4. Hors-bilan - Autres engagements :

2. Engagements non comptabilisés en hors bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Échéance	Bénéficiaire contrepartie	Commentaires
Engagements donnés				
Engagements reçus				

Note 22. – Emplois et ressources ventiles selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2024				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois :					
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	263 974	51 033	1 575 170	104 416	1 994 593
Opérations avec la clientèle					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources :					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	244 568	52 584	1 520 770	59 252	1 877 174
Opérations avec la clientèle					
Dettes représentées par un titre		10 000			10 000

Note 23. – Identité de la société consolidante.

Les comptes annuels de la SAS GENEBAQUE sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 24. – Intégration fiscale.

La Société GENEBAQUE est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/1996

Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

- Bénéfice à court terme de 2 386 214 €
- Bénéfice à long terme de €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 616 240 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 25. – Informations concernant les entreprises liées.

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %).

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Part entreprises liées
Postes de l'actif		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 994 553	1 994 553
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées	3 703	3 703
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations		
Autres actifs et comptes de régularisation	235	167
Postes du passif		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 877 174	1 877 174
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre	10 000	10 000
Autres passifs et comptes de régularisation	1 244	534
Provisions et subventions		
Dettes subordonnées		
Postes du hors bilan		
Engagements de financement	57 398	
Engagements en faveur d'établissement de crédit	27 225	
Engagements en faveur de la clientèle	30 173	
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	19 330	19 330
Engagements en faveur d'établissement de crédit	19 330	19 330
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Autres engagements		
Engagements douteux		
Postes du compte de résultat	2 546.00	- 1 631.00
Intérêts et produits assimilés	104 705.00	100 674.00
Revenus des titres à revenu variable	440.00	440.00
Produits de commissions	146.00	
Intérêts et charges assimilées	- 102 745.00	- 102 745.00
Charges de commissions		
Autres (à détailler si significatif)		

Note 26. – Tableau des filiales et participations (1ère Partie)

Sociétés / Siège Social (En milliers d'Euros)	31/12/2024				
	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de GENEBAQUE A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) SOGEBAIL 29 Bld Haussmann 75009 Paris B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations A) Filiales non reprises au paragraphe I : 1°/ Filiales françaises 2°/ Filiales étrangères B) Participations non reprises au paragraphe I : SG SAUDI Arabia 2°/ Filiales étrangères	2 429	1 714	88%	4 429 4 429	3 596 3 596
				106 106	106 106

Tableau des filiales et participations (2ème Partie)

Sociétés / Siège Social (En milliers d'Euros)	Montant des prêts et avances consentis et non remboursés	31/12/2024				
		Montant des cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations / Date du dernier exercice clos
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de GENEBAQUE A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) SOGEBAIL 29 Bld Haussmann 75009 paris B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations A) Filiales non reprises au paragraphe I : 1°/ Filiales françaises 2°/ Filiales étrangères B) Participations non reprises au paragraphe I : 1°/ Filiales françaises 2°/ Filiales étrangères			20 750	333	382	31/12/2024

3. Liste des filiales et participations :

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) SOGEBAIL 29 bld Haussmann 75009 Paris B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par GENEBAQUE) D) Certificats d'association	4 143	333	88%

Note 28. – Honoraires des Commissaires aux comptes.

Les honoraires HT de la lettre de mission de notre commissaire aux comptes, au titre de l'exercice 2024, s'élève à

KPMG S.A.	22 540.00 €
PricewaterhouseCoopers Audit	22 540.00 €

Note 29. – Ventilation des produits bancaires.

(En milliers d'Euros)	Produits France	Produits export	2 024	2 023
Intérêts et produits assimilés	4 031	100 674	104 705	49 025
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées				
Produits sur opérations de location simple				
Revenus des titres à revenu variable	440		440	520
Produits de commissions	146		146	266
Gains de change	306	-295	11	-2
Autres produits d'exploitation bancaire				
Total	4 923	100 379	105 302	49 809

Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices.

	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social (En milliers d'Euros)	94 219	94 219	94 219	94 219	94 219
Nombre d'actions émises	6 178 310	6 178 310	6 178 310	6 178 310	6 178 310
Ordinaires					
A dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
Par conversion d'obligations					
Par droit de souscription					
Résultats globaux des opérations effectives (En milliers d'Euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	105 302	49 809	5 328	6 165	7 998
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	3 248	1 341	557	975	839
Impôt sur les bénéfices	-616	-317	-112	-174	-192
Résultat après impôts, amortissements et provisions	2 632	1 024	445	801	647
Distribution de dividendes			423	307	
Résultats des opérations par action (en Euros)					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	0.426	0.166	0.072	0.130	
Résultat après impôts, amortissements et provisions	0.000	0.000	0.072	0.130	
Dividende versé à chaque action		0.157	0.068	0.050	
Personnel					
Nombre de salariés					
Montant de la masse salariale (En milliers d'Euros)					
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (En milliers d'Euros)					
(1) Signes : en - pour les charges et en + pour les produits					

IV. — Affectation du résultat sur Procès-verbal des décisions de l'associé unique exprimées dans un acte du 7 juin 2024

Première décision (Démission de la société DELOITTE & ASSOCIES en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire). — L'Associé unique, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, prend acte de la démission de la société DELOITTE & ASSOCIES en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire, prenant effet à compter des présentes Décisions de l'Associé unique.

Deuxième décision (Nomination de la société KPMG S.A en qualité de nouveau co-Commissaire aux comptes titulaire en remplacement de DELOITTE & ASSOCIES). — L'Associé unique, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer **KPMG S.A**, Société Anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance au capital de 5.497.100 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 775 726 417, ayant son siège social au 2 avenue Gambetta 92400 Courbevoie en qualité de nouveau co-Commissaire aux comptes titulaire, en remplacement de DELOITTE & ASSOCIES, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue des décisions de l'Associé unique appelé à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Troisième décision (Démission de la société ERNST & YOUNG et Autres en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire). — L'Associé unique, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, prend acte de la démission de la société ERNST & YOUNG et Autres en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire, prenant effet à compter des présentes Décisions de l'Associé unique.

Quatrième décision (Nomination de la société PricewaterhouseCoopers Audit en qualité de nouveau co-Commissaire aux comptes titulaire en remplacement de ERNST & YOUNG et Autres). — L'Associé unique, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer **PricewaterhouseCoopers Audit**, Société par Actions Simplifiée au capital de 2.510.460 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 672 006 483, ayant son siège social au 63 rue de Villiers, 92200 Neuilly sur Seine en qualité de nouveau co-Commissaire aux comptes titulaire, en remplacement de ERNST & YOUNG et Autres, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur soit jusqu'à l'issue des décisions de l'Associé unique appelé à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Cinquième décision (Pouvoir pour les formalités). — L'Associé unique décide de conférer tous pouvoirs à la Société MEDIALEX PARIS, située 4 place du 8 mai 1945 - 92532 Levallois-Perret, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité ou autres qu'il appartiendra.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'associé unique,

GENEBANQUE S.A.S.
17, Cours Valmy
92800 PUTEAUX

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GENEBAQUE S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport. Vérifications spécifiques Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GENEBAQUE S.A.S. par décision de l'associé unique du 7 juin 2024 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 7 juin 2024 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la première année de sa mission et le cabinet KPMG S.A. dans la première année dont 1 année depuis que la société est devenue une entité d'intérêt public en application du 6° du III de l'article L.820-1 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit** : Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 13 mai 2025.

Les Commissaires aux comptes:

PricewaterhouseCoopers Audit :

Ridha Ben CHAMEK ;

KPMG S.A.:

Nicolas de LUZE.